

Comment aborder les questions d'actualité à l'école ?



Dossier

Le développement durable au cœur de nos pratiques éducatives

INTERVIEW DE LAURENT LIEVENS

Repenser l'éducation pour faire face à l'urgence écologique



Le développement durable au cœur de nos pratiques éducatives

GÉRALD VANBELLINGEN & GABRIELA DANS

Ce mois-ci, votre magazine *Entrées libres* s'intéresse au développement durable. Ou plutôt au lien qui unit l'éducation et la sensibilisation à ce défi majeur actuel et futur. Dans ce dossier, nous explorerons comment l'éducation peut former des citoyens engagés, prêts à relever les défis environnementaux de notre époque. Et ce au moyen des programmes, des cours, mais aussi des projets plus pratiques mis en place dans nos écoles. Pour mieux façonner ensemble un avenir plus équitable et respectueux de la planète.

Le développement durable est devenu l'un des défis les plus cruciaux de notre époque. Dans un monde confronté à de graves problèmes environnementaux, allant des phénomènes les plus visibles - comme les changements climatiques - aux plus imperceptibles - comme la perte de biodiversité - en passant par la raréfaction des ressources naturelles, l'importance de l'éducation en tant qu'outil-clé pour sensibiliser, inspirer et mobiliser les individus afin de créer un monde plus durable ne saurait être surestimée.

Au sein de l'enseignement catholique, une telle prise de conscience ne date pas d'hier, même si ne nous leurrons pas, il y a toujours moyen d'en faire plus. Pour preuve de cet engagement en faveur du développement durable, *Entrées libres* vous propose quelques extraits d'une note interne. Une note rédigée en réponse à une question soulevée par un journaliste du Soir qui se demandait - début septembre - à quel degré la thématique du développement durable était intégrée au sein de nos formations et dans nos programmes.

En lieu et place d'une réponse courte et brève, la journaliste s'était vue envoyer une note longue d'une dizaine de pages. Cette note recensait - par niveau d'enseignement

- les bonnes pratiques en la matière. Morceaux choisis.

Tronc commun, Sciences et FMTTN

Dans l'enseignement fondamental tout d'abord, il apparaît que le développement durable est abordé de manière beaucoup plus explicite que par le passé. Une tendance qui fait suite aux nouveaux programmes scolaires qui accompagnent l'entrée en vigueur progressive du nouveau Tronc Commun. En sciences humaines, le développement durable y est même inscrit comme : « l'un des 5 objectifs à poursuivre » tout comme il est présenté comme : « l'un

des 5 grands enjeux actuels de notre société ». Via les cours de sciences, les élèves ont également l'occasion de découvrir les sources d'énergie renouvelable, la diversité des vivants et des écosystèmes ainsi que les activités les plus énergivores. Enfin, grâce à la Formation Manuelle, Technique, Technologique et Numérique (FMTTN), le développement durable est de nouveau replacé au cœur des programmes. Il se matérialise même au sein d'une compétence propre. À savoir : « limiter l'impact écologique des activités ».

Au cœur des réflexions comme des pratiques éducatives

Dans l'enseignement secondaire, les contenus disciplinaires ne manquent pas non plus de placer le développement durable au cœur des cours dispensés aux élèves. On le retrouve ainsi en sciences, religion, arts, mathématiques, langues modernes, sciences économiques et sociales, français, sciences humaines, services aux personnes, agronomie, industrie ou encore hôtellerie – alimentation (sans être exhaustif !).

Il est notamment question pour les élèves de développer des aptitudes vis-à-vis de notre environnement, de développer une pensée critique afin de permettre de prendre des décisions éclairées dans leur vie actuelle et future ou encore d'être largement sensibilisé aux enjeux du développement durable. Dans les cours plus pratiques, que ce soit dans le qualifiant ou non, la dimension durable de l'enseignement est abordée de manière transversale tout en la plaçant au cœur des activités. Ce qui peut se traduire par une recherche de textiles de seconde main dans les sections Habillement et Couture, des produits locaux et de saison dans l'Hôtellerie, une réduction des déchets et une réutilisation – autant que possible – des matériaux et autres supports dans les sections Construction.

Mais au-delà des référentiels et des prescrits à atteindre pour les élèves, chaque enseignant du secondaire « est invité, à chaque fois que c'est possible, à mettre l'accent sur l'intégration du développement durable, du numérique et de la dimension citoyenne dans les apprentissages. »

Se faire l'écho de la prise de conscience globale des défis

Qu'il s'agisse d'une stratégie globale, d'actions ponctuelles, d'une conscientisation dans certains programmes ou encore de formations, la réflexion des Hautes Écoles et Écoles supérieures des Arts en matière de développement durable s'élargit d'année en année. Et si chaque établissement fait évoluer son cheminement à sa manière, la prise de conscience est globale et fait écho aux préoccupations de plus en plus grandes des jeunes générations actuelles. Dernièrement, l'ARES lançait un appel à projets en faveur du déploiement de chargés de développement durable au sein des établissements. L'ESA Saint-Luc de Bruxelles y a notamment répondu avec succès. « C'est tout récent », précise Emmanuelle Ringeval, gestionnaire péda-

gogique d'un master à l'ESA Saint-Luc. « On passera d'abord par une phase d'évaluation qui permettra d'évaluer nos besoins et lacunes en la matière pour ensuite passer à l'action dans un deuxième temps. Et ce projet est pérenne car si nous bénéficions d'un subside de l'ARES pendant 1 an, c'est ensuite la Fédération Wallonie-Bruxelles qui prendra le relais en matière de financement. »

Des enseignants mieux formés aux enjeux du développement durable

Parmi les questions posées par la journaliste du Soir figurait en bonne place celles liées à la formation des enseignants en matière de développement durable. Un constat s'impose : au sein du décret RFIE (réforme de la formation initiale des enseignants), il n'existe pas référence spécifique à la thématique du développement durable. Cependant, ce constat doit être contrebalancé par une certitude. Car il va de soi que les contenus qui sont abordés lors de la formation initiale des enseignants découlent des référentiels du tronc commun qui, comme nous l'avons vu, sont liés au développement durable.

De plus, tout enseignant qui le souhaite peut faire le choix de se former sur la thématique du développement durable. L'IFEC (Institut de formation de l'enseignement catholique) propose d'ailleurs des formations qui permettent au corps enseignant de mieux s'inscrire dans la transition écologique. On pointera également les formations personnalisées proposées dans le cadre de l'école du dehors ou les formations organisées à la suite des demandes collectives venues des écoles elles-mêmes. ■



©DR

Une charte pour un enseignement à la hauteur de l'urgence écologique

Après les initiatives, formations et postures qui intègrent le développement durable au cœur de l'enseignement libre dont nous vous avons listé quelques bribes ci-dessus, il nous a semblé très important de relayer une charte qui ne provient ni du SeGEC, ni d'un autre réseau d'enseignement en particulier. Il s'agit de la charte pour un « enseignement à la hauteur de l'urgence écologique ». Lancée par des enseignants et enseignantes de tous niveaux (et tous réseaux), elle prône 12 engagements nécessaires pour davantage intégrer les enjeux globaux du défi climatique au sein des pratiques pédagogiques. Pour les fondateurs de la charte, « la société et les adultes de demain doivent être mieux préparés pour faire face à l'urgence écologique. Mais mettre en place ces changements qui s'imposent dans tous les domaines de la société nécessite de comprendre ces enjeux environnementaux et leurs impacts sur nos vies, le courage de questionner les normes et habitudes et la volonté d'agir collectivement et individuellement pour un avenir souhaitable. Cette responsabilité est celle de toutes et tous. Et l'École et ses acteurs ont un rôle décisif à jouer. » ■ G.V.

Le lien vers la charte :
<https://charteenseignantsecologie.be/>



Plus de 150 élèves rassemblés pendant 24 heures pour repenser une école plus écologique

Au cours de l'année scolaire passée, la Coordination des Collèges et écoles jésuites (Cocéjé) avait mis sur pied un grand rassemblement destiné à repenser l'école de demain de manière plus durable. Plus de 150 élèves issus des écoles jésuites de Bruxelles et de toute la Wallonie ont pu échanger leurs « *bottes secrètes* », approfondir leurs connaissances et expérimenter des projets concrets en la matière. Pour repartir avec des idées plein la tête et en appliquer de nouvelles au sein de leur école respective.

156 élèves et une quarantaine d'enseignants venus de 9 écoles jésuites de Bruxelles et de Wallonie s'étaient donné rendez-vous au Collège de Godinne-Burnot en avril dernier. En compagnie d'une dizaine de coordinateurs de la Coordination des Collèges et écoles jésuites (Cocéjé), d'accompagnateurs pédagogiques et même de quelques jésuites, ils entendaient « *repenser l'école de demain de manière plus écologique* ». Le tout, en passant 24 heures au sein du collège !

« *Ça a été une très belle expérience* », se rappelle Vincent Sohet, membre de l'équipe à l'initiative de cet événement. « *L'idée, c'était de rassembler les élèves membres d'éco-teams, de leur permettre d'apprendre, de participer à des ateliers, de partager et d'échanger sur le thème de l'écologie au sens large. Car l'écologie*

dans les écoles, ce n'est pas simplement de dire dans quelle poubelle il faut jeter les déchets, ce n'est plus du tout ça. Il faut l'aborder de manière plus globale, comme via la mobilité autour des écoles ou lors des voyages scolaires. Ce qui a notamment donné matière à réflexion aux élèves par rapport au moyen de transport à privilégier pour leur traditionnel voyage rhéto par exemple. »

Alimenter les réflexions pour faire germer des idées écologiques

Et pour pousser les élèves à réfléchir ou à agir encore davantage, le Cocéjé pouvait compter sur deux invités de poids en les personnes d'Adélaïde Charlier et de Nicolas Van Nuffel. La jeune activiste belge – qui est aussi une ancienne du Collège d'Erpent – s'est d'ailleurs montrée « *très cash avec les élèves en insistant sur les voyages scolaires notamment.* » L'actuel président de la Coalition climat et responsable du Département Plaidoyer du Centre national de coopération au développement – CNCD-11.11.11. – qui est aussi un ancien de Saint-Michel d'Etterbeek - a tenu une conférence liée aux enjeux de la justice climatique. « *Pour faire comprendre aux jeunes que, souvent, les solutions mises en place pour contrer les effets du réchauffement climatique sont émises par les pays riches et leur profitent, alors que les plus pauvres en subissent les conséquences.* »

Lors de la deuxième demi-journée et après avoir passé une nuit conviviale à l'école, une matinée bien chargée attendait les membres des différentes



Un exemple d'atelier organisé au cours de ces 24h spéciales écologie ©DR

éco-teams. Un temps spirituel destiné « *à se ressourcer et se reconnecter à la nature pour mieux agir* » était d'abord proposé aux élèves avant qu'ils ne participent à un « *World Café* ». « *L'idée générale consistait à ce que les différentes éco-teams s'échangent leurs « *bottes secrètes* », soit un projet qui marche vraiment bien chez eux* », continue Vincent Sohet. « *Et c'est un peu parti dans tous les sens. Avec par exemple un outil destiné à réaliser un bilan carbone au sein d'une école, des conseils pour recruter des élèves au sein des éco-teams, d'autres pour organiser des petits déjeuners durables et locaux, des journées Zéro Déchet ou encore les meilleures manières de végétaliser une cour de récré.* »

Apprendre, échanger et partager pour mieux agir

Ensuite, il était question de faire de la place à un peu de pratique avec des ateliers d'expérimentation. « *Sur le mode du Do-it-Your-*

self, les élèves ont expérimenté par eux-mêmes des projets qui allaient du potager à l'école, à des analyses de sol. »

Enfin, pendant le temps de midi, les élèves se sont réunis par établissement pour bénéficier d'un temps de relecture de la journée, en compagnie de leur directeur et membres de P.O. respectifs. « Ils ont réalisé un mini-bilan : qu'est-ce que j'ai fait/vu aujourd'hui ? Comment je me sens par rapport à ça ? Qu'est-ce qu'on en fait et qu'est-ce qu'on rapporte à l'école ? Ce qui correspond à la méthode « voir, juger, agir » bien en phase avec la pédagogie jésuite. »

Du côté de l'action justement, ces 24h destinées à penser l'école de demain de manière plus durable et écologique ont permis à plusieurs projets de se lancer, de se réaliser ou d'être confortés dans leur processus. Comme le local « Donut » - basé sur la théorie du même nom - du collège jésuite de Mons ou pas mal de projets de végétalisation de cours de récré. « Le dernier aspect important de cet événement, c'est son effet de boost », conclut Vincent Sohet. « Ceux qui ont le plus appris, ce sont sans doute les profs qui étaient présents. Mais pour les élèves, ça les a boostés à 200%, car ce n'est pas toujours simple de faire partie d'une éco-team. Une motivation et une volonté de faire bouger les choses qui a, en outre, été bien comprise par les directions et membres du PO qui se sont engagés à rendre tout cela possible ! » ■ G.V.



La Fresque du Climat, l'un des outils pédagogiques de référence pour s'approprier le défi de l'urgence climatique

Les élèves et enseignants qui ont participé à ces « 24 heures pour repenser une École plus écologique » ont aussi eu le loisir de (re)découvrir le dispositif pédagogique des « Fresques du Climat ». Créé en 2018 par Cédric Ringenbach, spécialiste du changement climatique, cette fresque est devenue l'un des outils de référence qui permet aux individus et aux organisations de s'approprier le défi de l'urgence climatique.

Neutre et objectif, cet outil est basé sur les rapports du climat du GIEC, soit des données scientifiques qui sont alors présentées aux participants sous forme de 42 cartes illustrées. Parmi ces cartes, on retrouve par exemple la fonte des glaciers, la hausse de la température de l'eau, la perturbation du cycle de l'eau, la concentration de CO₂, la migration, la santé humaine, etc.

L'objectif pour les participants consiste à relier les cartes entre elles en mobilisant l'intelligence collective. Ce qui va au fur et à mesure de l'atelier (3h environ) permettre de mieux faire ressortir les causes et les conséquences du dérèglement climatique. Tout en exposant la complexité du dérèglement climatique et la systémie des changements qui s'opèrent en ce moment même.

Si le rendu final de chaque atelier est bien évidemment différent en fonction des participants, des points de vue et des discussions, l'objectif final sera, lui, bien souvent identique. Car après avoir relié les cartes, un débriefing commun clôturera chaque « Fresque du Climat ». La fin étant axée sur les solutions - tant individuelles que collectives - et les pistes d'actions réalisables. Le tout, sans culpabiliser ou faire culpabiliser.

Lancé en 2018, cet outil pédagogique connaît une croissance exponentielle avec désormais plus d'1,2 millions de participants, 60.000 bénévoles répartis dans 156 pays et traduit en plus de 45 langues. Des chiffres qui sont probablement déjà dépassés au moment d'écrire cet article car le nombre de bénévoles et de participants doublerait tous les 5 mois ! ■ G.V.



Si vous voulez vous aussi participer au changement, réservez un atelier via : <https://fresqueduclimat.org/inscription-atelier>
Vous pouvez également devenir animateur. La formation destinée à vous faire maîtriser l'outil est accessible au grand public.



Des élèves plantent 1501 arbres pour créer une mini-forêt à côté de leur école

L'école Saint-Joseph aux Champs de Grez-Doiceau a participé à un projet pédagogique global. En compagnie d'Urban Forest, tous les élèves – de 2,5 ans à 12 ans – ont planté 1501 arbres sur un champ situé juste à côté de l'école. Dans dix ans, grâce à la méthode Miyawaki, une véritable forêt centenaire se sera développée. De quoi embellir le cadre de l'école, sensibiliser les plus jeunes à l'environnement et à sa sauvegarde tout en intégrant cet espace vert dans les pratiques pédagogiques.

« Bienvenue à l'école, mais peut-être qu'on devra bientôt rebaptiser Saint-Joseph aux Champs en Saint-Joseph aux Bois », rigole d'entrée le directeur, Sylvain Tilman. Et pour cause, ses élèves ont mené un projet global d'envergure au début de ce mois d'octobre. En compagnie d'Urban Forest, l'ensemble des élèves de maternelle et de primaire ont planté une mini-forêt composée de... 1501 arbres sur un champ situé à côté de leur école !

« L'idée est née il y a un peu plus d'un an désormais », se souvient le directeur. « J'effectue ma deuxième année ici à l'école et pour mon entrée en fonction, le PO m'avait notamment demandé de réaliser un habituel rapport d'étonnement. J'avais alors signalé qu'il était dommage d'avoir une cour de récré des primaires qui soit entièrement bétonnée – hormis quelques arbres – surtout quand on a la mention 'aux Champs' dans le nom de l'école. Le PO m'a alors signalé que les champs qui nous entourent étaient propriété de l'école. On s'est donc dit qu'il fallait en faire quelque chose ! »

L'association des parents, les membres du PO, les enseignants et le directeur se mettent alors en tête d'y créer un espace vert pour les élèves. Avec l'idée que cet espace soit créé par les élèves et pour les élèves, qu'ils en aient la responsabilité et que le projet puisse s'intégrer dans les pratiques pédagogiques de l'école.

« Une forêt centenaire » dans 10 ans !

Autant de critères qui vont peu à peu faire germer l'idée d'y créer une forêt urbaine. Et grâce à de bons contacts avec Urban Forest, spécialiste en la matière, et la plateforme SUGI – pour le financement – le projet se concrétise rapidement. « Ils sont venus dans les classes pour expliquer le projet, en préciser les multiples bienfaits pour la nature et l'environnement, apprendre aux élèves à reconnaître les différentes essences d'arbre, etc. Tout en donnant des pistes pour que l'activité soit exploitée en classe. Pour que ce projet devienne un réel projet pédagogique global auquel tous les élèves de l'école prendraient part. Ensuite, il a fallu préparer le terrain – le seul aspect du projet auquel les élèves n'ont pas participé – et tout planter. Ça a été une journée vraiment marquante. »

Marquante à tout point de vue, tant les élèves semblent avoir parfaitement conscience de la portée de leur projet. « On a planté les arbres pour sauver la planète, pour mieux nourrir les animaux, leur permettre de se protéger, pour accueillir des écureuils, pour amé-

liorer l'oxygène, pour embellir l'école, pour le plaisir aussi », expliquent en cœur les élèves de primaire de la classe de 3^e-4^e de Madame Natacha. « Et puis, les arbres, on peut aller les regarder tous les jours, ils ont déjà grandi ! »

Et c'est là l'autre atout de ce projet de forêt urbaine. Car Urban Forest est spécialisé dans la méthode Miyawaki. Ce qui dans les grandes lignes se traduit par une plantation d'essences d'arbres locales, 100% naturelle et très dense. De manière à les faire pousser bien plus vite. « Dans 3 à 5 ans, les arbres seront déjà plus grands que les haies », conclut le directeur. « Et dans 10 ans, on devrait avoir une forêt équivalente en taille et biodiversité à une forêt centenaire. Ce qui est très chouette, car quand les élèves de maternelle auront terminé leur 6^e primaire, elle sera déjà bien développée. Et tous pourront se dire : j'y ai participé. Ils créent donc leur propre héritage. Sans oublier qu'à travers ce projet, on parvient à les sensibiliser dès le plus jeune âge à l'environnement et à sa sauvegarde, une thématique fondamentale dans notre vie quotidienne à tous. » ■ G.V.



L'ensemble des élèves a désormais une mission : prendre soin, au quotidien, de leur future forêt « centenaire ». ©DR



Écoles en transition : vers un avenir plus vert avec COREN

Sensibiliser les écoles aux questions environnementales et les former aux principes d'éco-gestion, voici les objectifs que s'est fixés l'ASBL COREN (pour Coordination Environnement). Cette dernière accompagne les écoles de la FWB tout au long de leur transition écologique et cela, à l'aide d'une approche globale et pragmatique.

La philosophie de COREN ? Pour pouvoir agir, il faut d'abord comprendre son environnement. « L'idée c'est vraiment d'éduquer, de former à l'environnement et à la gestion durable des bâtiments scolaires, et de pouvoir mettre l'accent sur la participation des élèves. Que ce soit à travers les labels ou les autres projets qu'on propose », explique Julie Ghesquière, chargée du projet Eco-teens au sein de l'ASBL. Les labels « Eco-Schools » ou « École Durable », les « Ecoteams » et « Eco-teens » sont autant de dispositifs concrets permettant aux écoles de tracer leur chemin vers un futur plus vert.

Des labels pour une école plus durable

Parmi les outils dont dispose l'ASBL pour accompagner les écoles dans cette mouvance écologique, on retrouve tout d'abord les labels « Eco-Schools », à Bruxelles et en Wallonie, et « École Durable », en Wallonie. Tous deux se basent sur un label international créé en 1994 par la Foundation for Environmental Education (FEE). Une méthodologie identique pour tous, articulée en 7 étapes.

Le projet débute toujours par un bilan permettant d'établir une première série de recommandations. L'école s'attèle ensuite à élaborer un plan d'action sur

base de celles-ci. Une étape cruciale qui permet au comité, mis en place au sein de l'équipe pédagogique, de définir les priorités. S'en suivent des phases d'évaluation et de bilans, réalisées sur base d'indicateurs définis préalablement. « Un indicateur pourrait être la pesée des déchets, dans le cadre d'un projet de tri ou de réduction des déchets », illustre Julie Ghesquière. « Il faut savoir qu'il n'y a toutefois pas d'obligation de résultat. L'école ne sera pas pénalisée si l'indicateur ne va pas dans le bon sens. »

Les écoles sont ensuite encouragées à intégrer ces thématiques dans leur projet pédagogique. Une étape laissée entièrement aux mains des équipes enseignantes. Et enfin, les écoles sont invitées à construire une véritable stratégie de communication autour de leur projet, au sein de leur établissement. Que ce soit en créant un logo ou une charte graphique ou en valorisant et célébrant les initiatives mises en place.

À ce jour, 56 écoles de Bruxelles et de Wallonie sont labellisées Eco-Schools, tandis que 60 écoles secondaires de Wallonie sont labellisées « École Durable ». Et les ambitions écologiques de ces établissements semblent se pérenniser. « La plupart des écoles arrivent à se maintenir. C'est ça qui est

très inspirant. Même si l'école change de thématique ou de focus, les initiatives mises en place ont tendance à s'ancrer dans les habitudes de l'école », explique Julie Ghesquière. « Parfois, le projet « floppe ». Mais on remarque que c'est souvent parce que certains enseignants se sont lancés de manière isolée dans le projet, sans réelle vision installée dans l'établissement. » Une vision commune qui est donc cruciale et qui est prise en compte par l'ASBL dans l'octroi d'un label durable.

Ecoteams et Eco-teens, des élèves qui se mobilisent pour le climat

Enfin, les projets « Ecoteam pour demain » en Région Wallonne et « Eco-teens » à Bruxelles sont l'outil privilégié de COREN pour mobiliser les élèves. Des groupes constitués de jeunes volontaires, accompagnés durant 3 ans par l'ASBL et un membre du personnel enseignant, travaillent sur un projet environnemental de leur choix tout au long de l'année scolaire. Un programme de sensibilisation, donc, et de mise en action qui permet aux écoles la mise en place rapide et pérenne de projets environnementaux dans leur établissement ! ■ G.D.

Dessiner des solutions pour façonner le monde de demain

GÉRALD VANBELLINGEN

Étendre le rôle de l'artiste pour qu'il devienne un acteur de la transition. Voilà l'une des idées qui se cache derrière le master de spécialisation en design d'innovation sociale organisé par l'ESA Saint-Luc de Bruxelles pour la deuxième année consécutive. Car oui, la volonté de se réinventer pour façonner un monde plus durable et humain passe aussi par les profils les plus artistiques et créatifs !

« 85% des métiers de 2030 n'existent pas encore aujourd'hui ». Notre monde vit actuellement de profondes mutations à tous les niveaux. Ce qui a notamment pour conséquence une remise en question de plus en plus systématique de nos modèles économiques, sociologiques et environnementaux traditionnels. Avec, en toile de fond, la volonté de se réinventer ou d'innover pour façonner de nouvelles solutions plus durables, plus respectueuses de l'environnement et de l'humain, comme du vivre-ensemble.

Une prise de conscience de plus en plus large et qui touche même des secteurs auxquels on ne penserait pas forcément. Comme les secteurs les plus artistiques et/ou créatifs. C'est notamment le cas à l'École supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles où se déroule pour la 2^e année consécutive un master de spécialisation en Design d'Innovation Sociale (MSDIS). Organisé en collaboration avec l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales (IHECS) et la Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale et d'urbanisme de l'Université Catholique de Louvain, ce master permet aux étudiants d'intégrer une approche interdisciplinaire pour résoudre certains des problèmes les plus complexes de notre temps. « Ce master est dit « orphelin » (non lié à un bachelier en particulier), il est donc ouvert à tout étudiant détenteur d'une formation du supérieur en APVE (Arts Plastiques, Visuels et de l'Espace). On se retrouve donc avec des étudiants issus du monde du graphisme, du web-design, des artistes, des photographes, etc. », explique Emmanuelle Raingeval, gestionnaire pédagogique et adminis-

trative du MSDIS. « L'idée générale, c'est d'affirmer que ces profils, parmi le plus artistiques et/ou créatifs ont aussi à cœur de traiter ces défis liés au développement durable et à la transition en y apportant leurs propres modes d'expression. »

Une approche interdisciplinaire pour répondre à des problèmes complexes

Très axé pratique, ce master amène les étudiants à répondre à des demandes réelles de partenaires externes. Des demandes liées à l'urbanisation, à la santé, à la mobilité, aux questions de genre, à la biodiversité, à la cohésion sociale, à la nutrition, etc. « Les étudiants vont donc être amenés à travailler sur des projets communs auxquels ils vont appliquer leur vision créative propre tout en cherchant des experts pour mieux formuler des propositions créatives et originales qui devront prendre en considération les besoins et attentes de toutes les personnes impliquées », continue Emmanuelle Raingeval. « Un processus créatif de design centré sur l'humain et qui doit répondre aux exigences des différents objectifs de développement durable de l'ONU. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le campus a été établi sur le site du Recy-K, dédié à l'économie circulaire et sociale et qui joue un peu le rôle d'incubateur en la matière. »

Parmi les projets qui ont été menés lors de la première promotion, on pourrait pointer celui de Raymond Lutula, un architecte en République démocratique du Congo. Il a décidé d'allier son expertise en architecture à l'une des réalités de son pays, où des milliers de personnes se réfugient dans des camps de déplacés pour fuir les combats. Des camps, bâtis pour n'être que temporaires, mais qui ont malheureusement tendance à perdurer. Pour améliorer les conditions de vie des gens, il a donc lancé son concept des « KitHouse » qui vise à durabiliser les infrastructures dans ces camps de réfugiés.

Un projet parmi d'autres qui illustre l'une des finalités de ce master de spécialisation en design d'innovation sociale. Celui d'une coopération Nord/Sud pour façonner « la Ville de Demain ». ■



Le monde artistique entend aussi jouer son rôle pour façonner un monde plus durable. ©DR



Une vérité qui ne dérange pas ?

EDITH DEVEL

Tel est l'intitulé du Cahier de recherche du Girsef signé par Hugues Draelants en septembre dernier. Face au défi majeur que représente le changement climatique, des attentes fortes reposent sur l'éducation.

Le récit paradoxal sur l'urgence climatique selon lequel nos sociétés ne réagissent pas alors même qu'elles entendent l'alerte constitue le point de départ de la réflexion de l'auteur. D'après lui, ce récit d'(in)action publique, devenu lieu commun tant il est répété, contient plusieurs implicites.

« *Nous savons mais nous n'agissons pas* ». Mais que savons-nous ? Une majorité de la population des pays développés est consciente que le changement climatique est une réalité établie et reconnue comme un problème important. Cependant, il n'en est pas de même sur ses causes et conséquences.

Connaître et agir

Un problème fondamental découle de l'association implicite entre la connaissance et l'action. Être sensibilisé ne nous fait pas automatiquement changer nos comportements. Certains ne savent pas comment agir, d'autres le savent mais ne peuvent pas se le permettre et d'autres encore s'estiment dépourvus de capacité d'action.

Initialement, communication et éducation au changement climatique se sont construites sur la base du modèle du « *déficit d'information du public* » qui oppose ceux qui savent, les scientifiques, à ceux qui ignorent, le public. Un modèle de communication vertical et unilatéral. Or, pour passer à l'action, la question de l'engagement est centrale.

L'engagement

H. Draelants s'attarde sur l'engagement au sens « *d'un engagement relationnel ou d'un état personnel de connexion avec la question du changement climatique qui comprend à la fois des aspects cognitifs, affectifs et comportementaux* ». C'est ici que les émotions entrent en scène. Le défi à venir est tellement grand qu'il est difficile à concevoir, à penser. L'art est ainsi convoqué pour combler le « *vide imaginaire* ». Recourir à diverses approches artistiques susciterait l'engagement émotionnel et stimulerait l'imagination. La valeur ajoutée ? « *Faire passer un message qui ne s'adresse pas seulement à l'intellect mais aussi aux émotions.* »

Mais plusieurs facteurs freinent l'engagement. D'abord une potentielle difficulté de compréhension des informations climatiques voire plus généralement scientifiques. Ensuite, un ensemble de facteurs socioculturels. Les visions du monde, les opinions et les orientations politiques des individus interviennent : l'information est assimilée de manière sélective, en retenant davantage ce qui va dans le sens de nos croyances. Dans le registre des freins socioculturels, on retrouve le fameux vide imaginaire. Citons encore le discours positif axé sur les « *petits gestes* » qui semblent souvent dérisoires face aux enjeux et serviraient surtout à nous donner bonne conscience.

Enfin, un facteur politique important est celui des « *marchands de doute* » (le « *déni organisé* » par l'industrie fossile et ses lobbies allant jusqu'à une « *production active de faits alternatifs* »).

Une alliance utile

H. Draelants clôture en soulignant à nouveau l'utilité qu'il y aurait à joindre l'art et la sociologie autour du changement climatique. « *Pour que les gens se mobilisent ils ont besoin de croire qu'ils peuvent faire quelque chose pour résoudre le problème. [...] L'imagination artistique permet de « rendre sensible », l'imagination sociologique de rendre visible.* » ■



Hugues Draelants,

Cahiers de recherche du Girsef N° 132

Une vérité qui ne dérange pas ?

GIRSEF, 2023

L'ensemble du numéro :
<https://bit.ly/CRG132>





Entretien avec Laurent Lievens

Repenser l'éducation pour faire face à l'urgence écologique

GABRIELA DANS

En 2022, Laurent Lievens a démissionné de son poste au sein de la Louvain School of Management (LSM). Un geste fort, qui a marqué les esprits et qui résonnait comme une sonnette d'alarme. Dans cette interview, il partage sa vision sur le rôle des business schools dans la lutte pour le climat et propose des réflexions profondes sur les changements nécessaires dans l'éducation pour faire face à l'urgence environnementale.

En 2022, vous présentiez votre démission de la LSM. Celle-ci a fait grand bruit. Pensez-vous que les business schools ont un rôle à jouer dans l'urgence climatique ?

« Attention, je vous arrête sur le terme "urgence climatique". Le problème est bien plus complexe que cela. Alors, pour répondre à votre question, tous les lieux de vie et lieux d'enseignement ont un rôle à jouer dans le fait d'enrayer l'écocide et quitter la "Megamachine*". Les facs de gestion ont, elles, un rôle encore plus capital à jouer puisqu'elles sont en train d'enseigner le cœur de la poursuite de l'actuel, qui est écocide. Elles doivent se diriger vers un autre paradigme de gestion car elles forment des personnes qui vont penser nos structures. »

Pour ceux qui décident de rester, que peuvent-ils faire pour participer à cette lutte ?

« Je pense que dans le supérieur, vous avez une sacrée marge de liberté au sein des cours que vous donnez. J'ai abordé

les notions de décroissance, démonté des mécanismes de greenwashing dans un cours de responsabilité sociale des entreprises (RSE)... Il y a des endroits où pousser le curseur pour être radical ou, plutôt, en accord avec le réel et ce que la science nous dit de l'état de notre monde. Cela permet de semer des graines chez les étudiants. Mais tant qu'on ne fait pas système, cela reste dissonant dans le paysage des cours qu'ils reçoivent. On lutte avec le cadre et c'est très énergivore. Alors je dirais aux enseignants : "Allez-y, foncez car c'est essentiel, pour autant que cela ne vous vide pas complètement". »

Comment les facultés devraient-elles agir pour répondre de manière adéquate à l'urgence écologique ?

« J'imagine une fac de gestion qui dirait : "on se donne 10 ans, parce qu'on est en train d'enseigner des choses complètement à côté de la plaque. On voit que vous ne serez pas employables sans qu'on vous les enseigne, mais on

sait que c'est délétère et qu'on va devoir bouger". Je pense que cela donnerait un indicateur fort. Là, les étudiants ont l'exemple du greenwashing, de petites normes sympathiques, de la RSE et du développement durable. C'était bien il y a 40 ans, mais là il est vraiment temps de passer à autre chose. »

De manière générale, dans quelle mesure croyez-vous que le système éducatif actuel est adéquat pour répondre aux défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés ?

« Pour l'instant, je pense que le positif se situe au niveau des individus. Je pense que de nombreux enseignants sont conscients, motivés et en train d'amener des choses essentielles. Selon moi, le souci se situe au niveau de la structure car l'inertie y est grande. Néanmoins, il reste des leviers énormes. Pour sélectionner les profils d'enseignants, pour permettre qu'il y ait du débat et de l'alternatif dans ce qui sera mis en place. Ce serait déjà énorme de permettre, soutenir, voire favoriser un discours critique et complexe sur l'état du monde. Je rêverais ensuite qu'on ait une réelle éducation au numérique dans les écoles. Avec des cours de "hardware", de programmation, de codage. J'équiperais les écoles de matériel de seconde main, dotés de tous les logiciels libres, pour les former réellement au numérique et non juste aux GAFAM, comme c'est le cas actuellement. Et enfin, je pense que dans chaque cours il est possible d'intégrer une dimension de compréhension de notre monde. Il ne s'agit pas de verdir les cours mais d'offrir les perspectives d'un autre cadre aux élèves. »

Dans un article que vous avez écrit pour la revue du "Centre Avec", vous opposez les changements de type 1 aux changements de type 2. Pouvez-vous nous expliquer en quoi ils diffèrent ?

« Un système peut changer de deux façons. Soit il change des curseurs, des éléments, soit il change complètement. Le passage d'un changement 1 à un changement 2, c'est la métamorphose. Une chenille qui grandit opérera des changements 1. Puis, elle se donnera un espace-temps pour arrêter d'être une chenille. L'organisation "chenille" se dissoudra, les composants se réorganiseront et donneront lieu à un nouvel organisme : le papillon. Un



changement de type 2, c'est un changement de cadre et un saut dans l'inconnu. Lorsqu'on est dans le monde de la chenille, le monde du papillon est une inconnue totale et peut faire peur. »

Lorsqu'on regarde des initiatives mises en place dans les écoles, on réalise qu'il s'agit en général (voire toujours) de changements de type 1. Pensez-vous que ces initiatives soient inutiles ou pire, contreproductives ?

« Ce serait déjà génial qu'on présente ces initiatives comme des changements de type 1. Ce serait une démarche honnête. Ces choses mises en place sont très importantes et dérisoires à la fois. Elles doivent s'inscrire dans une perspective de changement 2. Je pense que c'est dangereux et contreproductif si on donne à penser qu'on résout la crise à l'aide de ces "petits" changements. Ils sont nécessaires, pour peu qu'il y ait l'honnêteté qui va avec. »

D'après une étude menée dans une dizaine de pays, 45% des jeunes souffrent d'éco-anxiété. La nouvelle génération est-elle porteuse d'espoir ou pensez-vous qu'elle soit désenchantée ?

« Cela me fâche quand on fait porter le poids sur les épaules des jeunes générations et sur l'individu, en général. Je pense que les jeunes évoluent dans un environnement où l'alarme de l'incendie sonne en arrière-fond. Cela crée une angoisse, tétanise. Et autour d'eux, on a une bonne majorité d'adultes, de médias, d'entreprises, qui dit : "il n'y a pas d'alarme, ce n'est pas si grave. On va s'en sortir grâce à la technologie". Je pense que l'éco-anxiété vient de là. »

Nos jeunes seront de plus en plus confrontés aux conséquences de l'écocide qui est en cours. Pensez-vous que nous devons les y préparer ?

« Oui. Je plaide pour du "microtraumatisme", pour de la préparation. Je pense qu'on fait mal peur, de manière insuffisante et sans donner des capacités d'action. On peut diluer le choc lié aux questions d'écocide et des effondrements. À l'image d'un entraînement physique dans l'objectif de courir une longue distance, il s'agit de doucement amener les étudiants à prendre conscience. Et à les préparer à la décroissance, avec pédagogie. »

Comme un sevrage progressif ?

« Oui. Progressivement, sans tout balancer d'un coup, au risque de provoquer un trauma. Ce serait contreproductif. On va devoir se préparer collectivement. Et je pense que tout ça, c'est pour un bien. Je reprends mon exemple : quel plaisir d'arriver à courir. Même si les entraînements sont durs. Ce ne sera pas que du renoncement, il y aura beaucoup de jouissance en bout de course. » ■

* Dans son livre intitulé "The Myth of the Machine", l'historien des sciences et des techniques Lewis Mumford caractérise la Mégamachine comme une convergence de structures technologiques, sociales, et politiques qui opèrent en synergie, aux dépens de la liberté personnelle et de la préservation de l'environnement.

Pour aller plus loin :

Centre Avec - Dossier Écologie : l'éducation est-elle dépassée ?

N°146 - Automne 2023

www.centreavec.be

